



Session 3 : Emergence et Développement Humain

Secteur Financier, plus précisément Bancaire Emergent : Cas de São
Tomé Et Príncipe



MARCH 18, 2015

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'EMERGENCE DE L'AFRIQUE

Résumé

Le pays a connu de bonnes performances sur plus de 10 ans. La croissance économique se situe autour de 5% sur la période de 2001 à 2014. Mais cette croissance n'a pas permis de réduire la pauvreté au cours de la même période. On observe une hausse de la pauvreté au niveau de la nation. En effet, les perspectives de la découverte des potentiels puits de pétrole ont attiré beaucoup de banques commerciales à s'y installer dans le pays. Le pays est en cours de transition démographique. Ceci pourra être un atout pour le développement du pays. Le secteur financier embryonnaire est en cours de croissance et ceci à un rythme accéléré. L'importance du secteur financier pourra être considérée comme catalyseur du développement humain durable dans un horizon temporel pas trop lointain.

Auteurs: *Acacio Bonfim Administrateur de BISTP – Présentateur*

Idrissa Sanoussi: PNUD-STP

Table de Matières

Introduction	3
Section I : Evolution de l'économie de São Tomé et Principe	3
Section II : L'évolution de la population : le pays pourrait donc bénéficier du Dividende démographique	5
Section 3 : le Secteur privé plus précisément le secteur promoteur de l'émergence du pays d'ici 2030	7
I- <i>Problématique du secteur privé</i>	7
II- <i>Progrès Mitigés</i>	8
III- <i>Le secteur Financier</i>	8
IV- <i>Secteur bancaire promoteur du développement du pays</i>	9
V- <i>Perspectives</i>	10
Conclusion	11
Bibliographie	11
Annexes	12

Introduction

La République Démocratique de Sao Tome et Principe (STP) est un archipel classé parmi les pays les moins avancés insulaires, deuxième pays le plus petit de l’Afrique avec une superficie de 1001 km² et une économie relativement modeste. La plus grande île, Sao Tome s’étend sur 864 km² et la plus petite, Principe sur 137 km², ces deux îles étant distantes de 152 km. L’archipel est situé dans l’Océan Atlantique, plus concrètement dans le Golfe de Guinée à une distance approximative de 300 km des côtes gabonaises et l’équateur passe à deux kilomètres de Ponta Lamaporco, la pointe sud de l’île de Sao Tomé la séparant de l’île Rolas.

Le contexte politique est caractérisé par un régime semi-présidentiel avec un Premier Ministre chef du Gouvernement et issu du parti et/ou de la coalition des partis ayant une majorité à l’Assemblée Nationale. Le pays a connu deux courants politiques. Le premier est le système de parti unique couvrant la période de 1975 (12 juillet 1975 année de l’indépendance du pays) à 1990, qui est l’aire de la démocratie libérale multipartite. Les indicateurs de la bonne gouvernance sont positifs, en effet, sur les 53 pays en 2014, le pays est classé au 12^e selon l’indice de MO Ibrahim. La liberté de la presse est respectée, et plusieurs journaux indépendants existent. Depuis l’instauration de la démocratie dans le pays les différentes présidentielles, législatives, municipale et régionales ont été libres et transparentes consolidant la paix et tranquillité dans le pays.

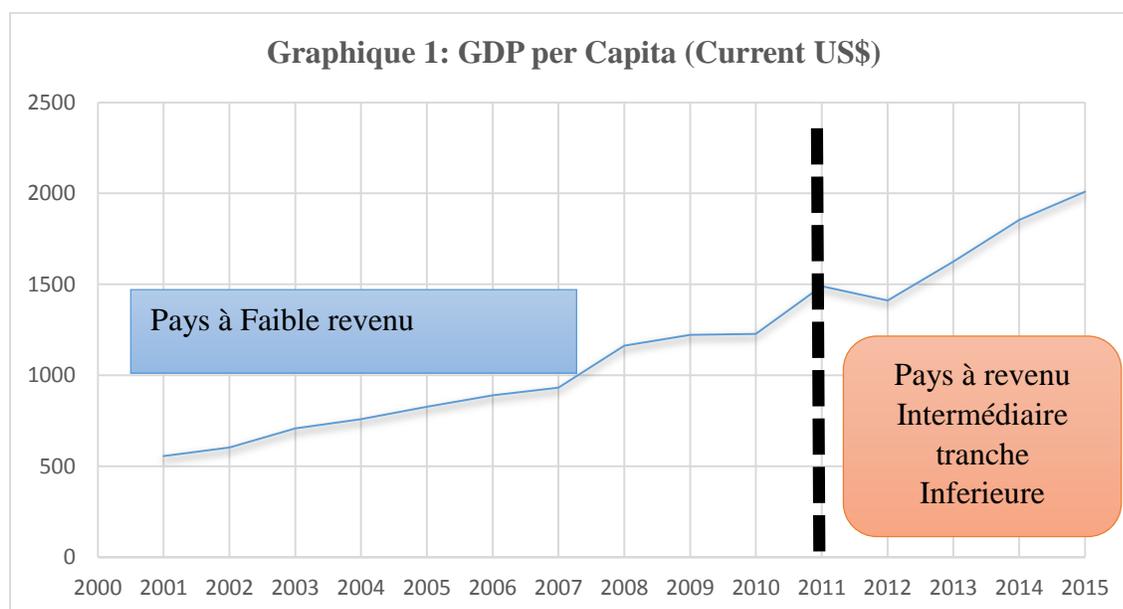
La population du pays est estimée en 2014 à 178.739 habitants dont 50,7% sont des femmes. Le contexte économique, politique et social est caractérisé par un certain nombre de contraintes et de défis auxquels le pays est confronté.

Des opportunités existent à moyen et long terme au niveau régional pour renforcer le développement. Il s’agit d’intensifier les relations politiques, économiques et culturelles avec les pays voisins et de supprimer les barrières non commerciales telles que les taxes excessives sur les exportations et les barrages routiers non officiels qui entravent l’intégration de l’État insulaire à la région. L’insertion des jeunes sur le marché du travail est pénalisée par l’absence d’une politique nationale de l’emploi qui leur serait spécifique. L’incapacité du gouvernement à créer des emplois fait de la jeunesse le segment le plus vulnérable de la population. Cette situation fait peser une menace potentielle sur la stabilité politique et la prospérité économique. La politique budgétaire devrait être axée sur l’amélioration de la bonne gouvernance, mais aussi du climat des affaires et de l’accès au crédit pour les microentreprises, afin de créer des emplois, en particulier pour les jeunes.

Ce papier a pour objectif de montrer l’importance d’un secteur financier, plus précisément bancaire, émergent à São Tomé et Principe catalyseur potentiel du développement durable du pays. A cet effet, nous allons dans un premier temps examiner l’évolution économique du pays, puis dans un second temps passer en revue l’évolution de la population et comment le pays pourra bénéficier de ce dividende démographique. Une troisième section analysera les atouts d’un secteur financier pour conduire le pays vers un pays émergent.

Section I : Evolution de l’économie de São Tomé et Principe

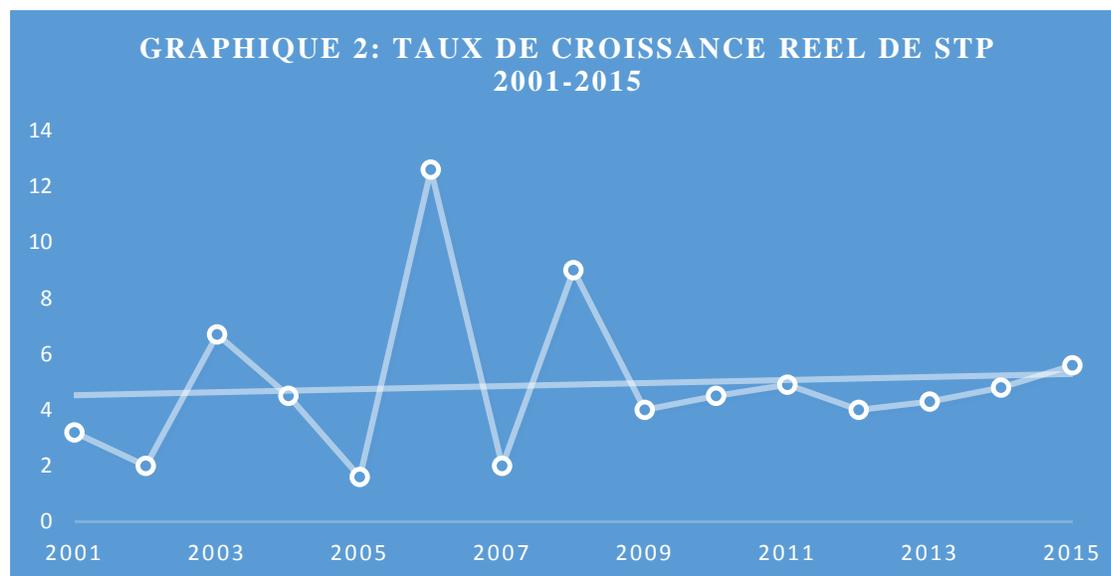
Longtemps classé parmi les pays à faible revenu, Sao Tomé-et-Principe vient de passer à la catégorie des pays à revenus moyens, (selon la classification de la Banque mondiale). Le graphique 1 retrace une rapide augmentation du Produit Intérieur Brut par habitant depuis 2000. Comme le montre le graphique le PIB par habitant a ainsi augmenté de 33% entre 2000-2004, de 48% entre 2005-2009 et de 51% entre 2010-2014. En effet, cette dynamique tient, logiquement, à une augmentation de la richesse nationale à un rythme nettement supérieur à celui de la population.



Source: FMI: World Economic Outlooks Database 2015

Cela correspond à une croissance économique annuelle moyenne de 4.86 % entre 2001 et 2014 alors que la population a augmenté de 2,45% par an en moyenne sur la même période. Le graphique 2 montre que cette croissance économique a cependant été très volatile, avec des taux généralement oscillant entre 1,6% et 5,6%. Le taux le plus élevé 12,6% a été réalisé en 2006. Mais depuis lors le taux ne fait que baisser se situant autour de 5% sauf en 2008 où il a été de l'ordre de 9%, qui est une année du début de la crise financière internationale. Les moteurs pourvoyeurs de cette croissance sont les secteurs de construction, de consommation, du commerce de détail, du tourisme. La contribution du secteur des services est estimée à 48,6% en 2012 soit une légère chute par rapport à 2010. Par ailleurs, ce secteur est le grand pourvoyeur d'emploi près de 60 % de la population active sont occupées par ledit secteur. Les secteurs industriels et agricoles ont contribué chacun à 20 % du PIB. Les réformes publiques entamées depuis 2009 sont en cours, ces réformes ont permis au pays d'améliorer certains indicateurs de gouvernance. Selon l'indice de Mo Ibrahim, le pays a été classé à la 12^e place en 2014 avec un score de 59,7 points, tandis qu'en 2013, il a été classé à la 11^e place avec un score de 58,7 points. Cependant, il est premier, selon le même indice, des huit pays de la CEEAC et 2^e des 5 pays du PALOP. C'est ainsi donc que le pays est au vert sur les indicateurs de la gouvernance selon l'analyse du MCC. Le pays remplit au moins 50% des indicateurs du MCC lui donnant droit au MCA.

Les prévisions pour 2015 tablent sur un chiffre proche de 5,6%. Cette estimation repose sur la poursuite d'une politique budgétaire prudente, une hausse des recettes pétrolières¹ ainsi que des investissements dans l'agriculture et les infrastructures. Malgré un contrôle strict des dépenses, le déficit budgétaire global a atteint 17,6% du PIB en 2013 (contre 14,7 % en 2012), mais il devrait baisser selon les prévisions du Fonds Monétaire International en 2015. Les perspectives pour le déficit des transactions courantes sont plus encourageantes. De 10 % du PIB en 2014, il devrait s'améliorer légèrement en 2015 et 2016, tout en restant à deux chiffres.



Source : Banque Mondiale et FMI 2015

Section II : L'évolution de la population : le pays pourrait donc bénéficier du Dividende démographique

La population de STP a connu une augmentation de 104.939 personnes entre 1970 et 2012. Cela représente 1,5 fois la taille de la population de l'avant indépendance². Cette population présente des caractéristiques particulières. C'est une population relativement jeune, le pourcentage de la population ayant moins de 25 ans est passé de 51% en 1950 à un peu plus de 61% en 2013 soit une augmentation de 10 points de pourcentage. Cette tranche d'âge de la population a accru de plus de 200% durant la période de 1950 à 2013. En effet, l'accroissement rapide de la population ayant moins de 25 ans au cours de la période de 1950-2013 pourrait trouver des éléments d'explications dans le fait qu'il y a eu un accroissement de la population ayant moins de 5 ans au cours de la période de 1965 à 1980. Il faudra noter aussi que le taux de fécondité était trop élevé durant cette période. Il y avait une grande préférence pour avoir plus d'enfants. Durant la période 1965-1980, le taux de fécondité se situait en moyenne à 6,5 enfants par femme en âge de procréer. L'autre

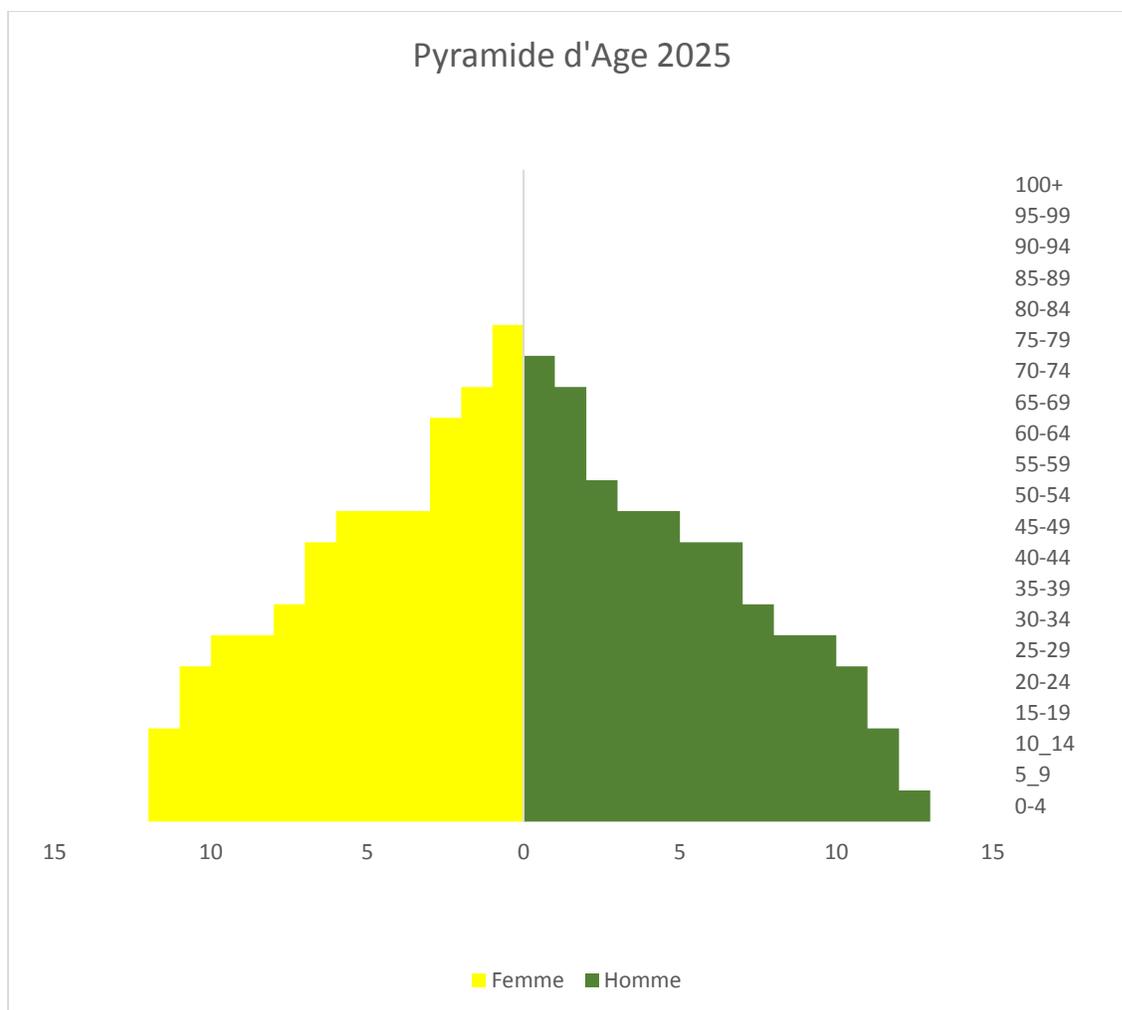
¹ Il faudra préciser ici que la hausse des recettes du pétrole n'est rien d'autres que les primes de signature pour l'exploitation de certains puits du pétrole du Pays. C'est dans ce cadre qu'en 2014, le pays a reçu d'une société Chino-Angolaise (SONAGOL) un montant d'US \$ 5 millions comme prime de signature pour l'exploitation de deux puits de la zone économique exclusive.

² Il faudra préciser que São Tomé et Príncipe a obtenu son indépendance le 12 juillet 1975. Cette année, le pays fêtera ses 40 ans d'indépendance. Il serait donc souhaitable de faire un bilan de 40 ans d'indépendance.

élément d'explication est la baisse significative de mortalité avec les progrès de la médecine. Le corolaire est l'accroissement de la population ayant moins de 25 ans. Par ailleurs, cette tranche de la population connaîtra un fléchissement en 2050 et situerait à 39% une explication se trouve dans le fait que le taux de fécondité va diminuer, la préférence pour beaucoup d'enfants va progressivement disparaître au détriment la limitation des naissances avec l'introduction des méthodes modernes de planification familiale. Quoique la mortalité infantile ait beaucoup diminué, elle reste encore élevée pour ce qui est des garçons. Puisque le taux de mortalité infantile chez les garçons est supérieur à la moyenne des deux sexes combinés. Une des cibles de la déclaration de la politique nationale de la population est de réduire la mortalité de 2/3 en 2010 et de ¾ en 2015 en partant des données de 1990. Nous pouvons ainsi parler d'une transition démographique de la population de São Tomé et Príncipe.

Par ailleurs la population active (15-64 ans) est en train d'accroître, il se situait en 2010 à 56% et passera à 67% en 2030. La population dont l'âge est compris entre 15-24 ans passerait de 21,1% en 2010 à 16,1% en 2030 soit une diminution de 5 points de pourcentage. La population âgée (de 60 ans à plus de 80 ans) connaîtra un accroissement passant de 10% en 2010 à 24% en 2050. Mais les plus de 80 ans représentaient 1,1% de la population. L'espérance de vie à naissance a aussi augmenté et se situe autour de 65 ans pour les deux sexes. Un dividende démographique se dégagerait du fait de cet accroissement de la population active et de la diminution de la population en âge scolarisable. Ainsi donc la population de São Tomé et Príncipe aura cette pyramide (voir ci-dessous) en 2025.³ Le Pays pourra donc tirer beaucoup d'avantage en formulant des politiques sociales idoines tenant en compte cet important élément de la population.

³ *Les données démographiques sont des données de la projection des Nations Unies : World population prospectus 2012*



Section 3 : le Secteur privé plus précisément le secteur promoteur de l'émergence du pays d'ici 2030

I- Problématique du secteur privé

Le secteur privé se composait de 1 373 entreprises, avec une moyenne de 13 travailleurs (INE 2005). Le secteur du commerce concentre le plus grand nombre d'entreprises (44 %), suivi de l'industrie et de la production d'énergie. Les grandes entreprises (celles réalisant plus de 40.000 euro de chiffre d'affaires et comptant au moins 20 salariés) représenteraient 35 % du total des entreprises, emploieraient 83 % de la main-d'œuvre et totaliseraient 99 % du chiffre d'affaires du secteur privé. La petite taille du pays et son isolement géographique définissent les limites naturelles du développement du secteur privé. Des procédures d'investissement fastidieuses ont aussi entravé l'activité. Le secteur privé reste embryonnaire, surtout composé de microentreprises axées sur le commerce, la construction et le tourisme. Il est confronté à des taux d'intérêt élevés et un accès limité au crédit. De plus, il y a peu de partenariats public-privé (PPP), faute d'un cadre

juridique et institutionnel approprié. La Chambre nationale de commerce, créée en 1998, est chargée de promouvoir un meilleur climat des affaires.

II- Progrès Mitigés

Certains progrès ont été réalisés dans le cadre du développement du secteur privé. Mais ces réalisations résultent des efforts déployés pour renforcer le cadre réglementaire et attirer les investisseurs étrangers. Ces progrès sont mitigés, puisque de nos jours, ce secteur est encore confronté à sérieux de définition et de stature. En effet, ce secteur est dominé par le secteur privé informel. Les quelques entreprises existantes dans le secteur agricole emploient plus de la main d'œuvre peu qualifiée, mais ces emplois sont instables dans une optique de long terme. Les mesures prises comprennent l'adoption d'un nouveau Code des investissements visant à faciliter les procédures d'obtention des permis et des licences, le passage du taux d'imposition des entreprises de 45 % à un taux forfaitaire de 25 % et la création d'un guichet unique pour accélérer le processus de démarrage d'une entreprise. Aujourd'hui il est possible de créer une entreprise en 4 jours à São Tomé et Príncipe. Le nouveau Code des investissements comporte des incitations pour attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE), en facilitant notamment l'accès aux propriétés de l'État (bâtiments et terrains). La propriété privée, la création d'entreprises et l'activité commerciale sont autorisées dans tous les secteurs à l'exception de ceux qui sont réservés à l'État (Banque centrale et armée comprises).

III- Le secteur Financier

Le système bancaire est considéré comme un secteur en cours de développement. L'annonce de l'existence et de l'exploitation des puits potentiels de pétrole a attiré d'autres banques à s'installer dans le pays. Depuis lors le système bancaire s'est beaucoup développé ces dernières années. La plus ancienne banque commerciale de la place, Banco Internacional de São Tomé e Príncipe (BISTP) est considérée de nos jours comme la plus grande banque commerciale détentrice de plus 60% de la part du marché et 12 agences sur les deux îles. Ses actionnaires sont le Gouvernement saotoméen, la banque publique portugaise Caixa Geral de Depositos (CGD) et la Banco Angolano de Investimento (BAI). L'ouverture d'une nouvelle banque commerciale en 2012 a fait passer à 8 le nombre d'établissements bancaires. Malgré les efforts de libéralisation, le système reste sous-développé et demande à être modernisé. Seulement deux compagnies d'assurance existent, et aucun marché boursier ou obligataire. En octobre 2011, la Banque centrale a approuvé le lancement de la carte de débit «Dobra 24 » par les banques commerciales, visant à renforcer et à développer le secteur financier. Ce système de paiement automatique donne aux titulaires de comptes nationaux un meilleur accès à leurs fonds, bien qu'il ne soit pas encore connecté au réseau international. Le crédit aux opérateurs économiques reste limité et onéreux (avec un taux d'intérêt moyen de 26 %). Les portefeuilles des banques commerciales se composent majoritairement de prêts aux petites et moyennes entreprises et aux particuliers. Une part importante de la population n'a pas accès aux services bancaires. Les coûts administratifs, les limites du système judiciaire et le manque de garantie des opérateurs économiques potentiels jouent comme autant d'obstacles. Les dépôts sur des comptes étrangers représentent 60 % des dépôts dans les banques commerciales

IV- *Secteur bancaire promoteur du développement du pays*

Pour le développement humain durable de Sao Tomé et Príncipe il serait nécessaire d'opter pour une nouvelle stratégie axée sur la contribution des banques commerciales et surtout le développement du secteur privé, laquelle devra être tout à fait différente de celle que nous avons connue dans le passé. Ladite stratégie doit prendre à bras le corps toutes les grandes questions de l'actualité, notamment celles ayant trait aux défis la mondialisation, à l'éradication de la pauvreté, favoriser la création des entreprises par les jeunes, l'orientation vers une approche d'industrialisation et à la réforme de la justice orientée vers le développement et la protection des individus et leurs biens. Un autre aspect non moins important de la stratégie c'est l'aspect de la contribution des banques dans le développement du secteur privé. Le crédit au secteur était à un faible niveau en 2000 4,2% du PIB. Mais depuis 2007 il a évolué passant de 31,8% du PIB à 38,1% du PIB en 2011. Pour que les banques puissent participer au processus de développement humain durable il va donc de soi :

- ✓ Identifier les moteurs de la croissance et les bases de l'activité économique. Elles doivent se traduire par des changements essentiels, notamment en créant de nouveaux supports pour la croissance, en diversifiant la production des produits d'exportation. L'intervention permettra d'accroître l'accès au crédit aux opérateurs, doit donc créer des postes additionnels de travailleurs.
- ✓ Penser à la diversification de la production agricole et mise en place de filières exportatrices au niveau des produits vivriers, de l'élevage, de l'horticulture du poivre et des plantes à parfum ; Déjà dans ce domaine les commerciales interviennent pour le financement des petits agriculteurs.
- ✓ Créer des bases pour que le tourisme représente, comme il nous semble, l'un des principaux potentiels de croissance à moyen/long terme ;
- ✓ Développer la plateforme des services valorisant la position géostratégique de l'archipel.
- ✓ Renforcer les capacités des opérateurs économiques. Il s'agit de renforcer les capacités d'action et d'intervention des opérateurs économiques tant au niveau du secteur rural qu'au niveau urbain, leur donnant la capacité de juger les opportunités. L'enjeu est en premier lieu de créer un entrepreneuriat agricole qui serait constitué à la fois de petits exploitants familiaux ayant accès aux intrants, au crédit et aux programmes de vulgarisation et des moyennes entreprises agricoles axées sur des créneaux spécifiques et maîtrisant les circuits d'exportation. Un autre enjeu est d'assurer, dans le cadre d'une politique de relance, une intégration du tissu manufacturier et de constituer, en parallèle de la restructuration de la Chambre de Commerce, des organismes professionnels solides et disposant de relais à l'étranger.
- ✓ Revitaliser l'intégration régionale, il s'agit de créer une plus ample ouverture du pays sur le marché mondial et à diversifier ses échanges avec l'extérieur. Ainsi, la politique de transport au cours des prochaines années a une importance particulière. Par ailleurs, tout en conservant son ancrage au sein de la communauté lusophone – en particulier des PALOPs – et ses relations privilégiées avec l'Europe, la RDSTP va chercher à développer ses échanges, en particulier avec le continent. Sur ce plan, la sous-région – Cap-Vert, Gabon et Angola surtout – peuvent, avec des politiques commerciales appropriées,

représenter un débouché important à terme pour le secteur primaire. Des opportunités existent également avec l’Afrique australe. Cette ouverture nécessite, entre autres, la mise en place d’une situation de libre concurrence sur l’ensemble des marchés et une politique extérieure dynamique axée sur la promotion des échanges. Des accords bilatéraux pourront faciliter cet objectif.

Le développement des services reste dépendant du développement de la croissance de la production marchande. Si des perspectives de développement de certains de ces secteurs sont annoncées dans le cadre de la mise en place du dispositif de grands travaux (infrastructures portuaires, aéroport etc...), l’intérêt des investisseurs reste encore à être confirmé. Ces activités nouvelles risquent en outre de relever de la logique des économies d’enclavées et de redevances, d’impliquer des investissements importants, à très fort contenu en importation et à faible création d’emplois locaux. Ces activités peuvent cependant avoir un effet positif sur la contrainte extérieure et contribuer aux équilibres extérieurs. De manière générale, la stratégie de promotion du secteur privé reposera sur le principe d’une intervention très limitée de l’Etat qui aura toutefois un rôle essentiel d’orientation et de facilitation par la création d’un environnement favorable aux opérateurs privés. L’Etat contribuera ainsi de manière décisive au succès des stratégies productives principalement par l’amélioration du cadre légal et fiscal, un fonctionnement correct du système. Il favorisera également le développement des échanges en conduisant une politique de coopération économique et financière plus ouverte avec les pays de la sous-région.

En considérant que l’entreprise est un lieu où se crée la richesse, permettant de mettre en œuvre des moyens intellectuels, humains, matériels et financiers pour extraire, produire, transformer ou distribuer des biens et des services conformément à des objectifs fixés par une direction et faisant intervenir, selon des dosages diverses, des motivations de profit et d’utilité sociale. Alors cela va s’en dire que le système bancaire est très important pour le développement des entreprises dans le pays. Les objectifs d’une telle entreprise ne peuvent être réalisés sans avoir recours à une bonne gestion financière basée sur un système bancaire qui assure l’existence de l’entreprise.

V- Perspectives

Etant la principale composante du système financier de STP (près de 80% des actifs du système financier), le secteur bancaire de STP présenterait d’ici 2030 un degré de diversification assez développé, similaire à celui des pays dotés d’un niveau de développement financier plus élevé comme le Mexique ou la Corée du Sud. Cette diversification s’accompagne d’une profondeur et d’une solidité financière de plus en plus renforcées, se comparant favorablement à la moyenne régionale.

D’importantes réformes doivent être menées, en vue de doter São Tomé et Príncipe d’un système financier moderne et solide capable d’assurer une mobilisation efficace de l’épargne et son allocation efficiente dans le circuit économique. Une approche multidimensionnelle serait parallèlement adoptée, allant de la réforme du secteur bancaire et des marchés de capitaux à celle de la politique monétaire et de changes, en vue d’assurer une plus grande cohérence des interventions et une meilleure compétitivité du système financier de STP. Ainsi il serait souhaitable de renforcer la réglementation prudentielle en conformité aux normes internationales (solvabilité, liquidité, gestion des risques,...). La poursuite de la baisse des taux d’intérêts, entre autres, sont à l’origine de l’amélioration des conditions d’accès au financement des petites et moyennes entreprises.

Conclusion

Le secteur financier, plus précisément le système bancaire peut être considéré comme le moteur principal du développement humain durable à São Tomé et Príncipe. Mais des refondes doivent être entreprises tant au niveau des banques elles- mêmes ainsi que le Gouvernement. La politique de crédit doit être analysée dans un cadre de pouvoir baisser le taux d'intérêt à la consommation, qui demeure encore élevé. En absence d'une politique juridique idoine protégeant les banques contre les débiteurs douteux, les banques sont souvent obligées de procéder à la limitation des crédits. C'est pour cela que les banques ne font pas, actuellement, des crédits habitats.

Par ailleurs, le développement du secteur permettra aux banques d'atteindre leur objectif, qui consiste devenir un secteur promoteur de l'émergence du pays dans un horizon temporel de 15 ans. L'intervention des banques dans beaucoup de domaines de développement est un créneau pour sortir le pays de la léthargie. Des activités visant la lutte contre la pauvreté sont menées par certaines banques. Des crédits sont aussi accordés aux jeunes promoteurs et aux femmes entrepreneurs. Mais des politiques de suivi des activités de ces opérateurs économiques doivent être formulées en vue de leur accompagner dans leur activité à travers des conseils. Avec une transition démographique, le pays pourra en tirer profit de ce dividende démographique qui va se faire dégager. Ce dividende consistera pour le secteur bancaire un atout, si toutefois des politiques idoines pro-emplois inclusives se formulent et sont mises en œuvre de façon efficiente et efficace avec un suivi cohérent ainsi personne ne serait oubliée.

Bibliographie

United Nations Population Division, *World Population Prospects: The 2009 Revision* (New York: United Nations Population Division, 2010).

Farzaneh Roudi-Fahimi and Mary Mederios Kent, "Fertility Declining in the Middle East and North Africa" (2008), accessed online at www.prb.org/Articles/2008/menafertilitydecline.aspx, on June 29, 2009.

Mary Mederios Kent, "Do Muslims Have More Children Than Other Women in Western Europe?" (2008), accessed online at www.prb.org/Articles/2008/muslimsineurope.aspx, on June 30, 2009.

Rogelio Saenz and Eugenia Conde, "Rising Teen Fertility" (2009), accessed online at www.prb.org/Articles/2009/teenagefertilityrate.aspx, on June 30, 2009.

M. Gillis; D.H. Perkins; M. Roemer; D.R. Snodgrass (2004): *Economie de Développement* De Boeck & Larcier s.a Ediction De Boecker Université Rue des Minimes 39, B-1000 Bruxelles 3^{ème} tirage (2004)

Dr J. Makannah & I. Sanoussi (2004): *Nexus of Agriculture, Economic Development, Population and Environment in Developing Countries A case study of Niger Republic*, UNECA Development Bulletin 2004, Niamey Niger

Idrissa Sanoussi (2004) : *Connaissance, attitude et pratique du VIH/SIDA parmi les migrants saisonniers des départements de Dosso et Tahoua* UEPA 2004 Dakar Sénégal

Idrissa Sanoussi (1997): *The Economic Impact of Family Planning programs in Developing Countries A case Study of Niger Republic*; Bayero University Library 1997 Kano Nigeria.

Banco Central do São Tomé e Príncipe: www.bcstp.st

Banco Internacional de São Tomé e Príncipe (BISTP): www.bistp.st

Annexes

